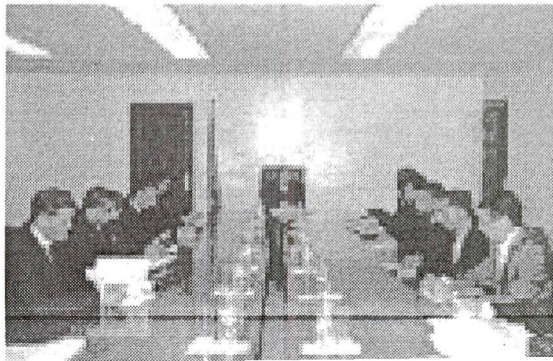


## Prochaine réunion du groupe de contact

# Les risques et les enjeux

*Le Gouvernement Laghdaf se prépare activement à une rencontre avec les bailleurs sur le pays prévue dans le courant du premier semestre de cette année à Bruxelles. Dans cette perspective, un Comité interministériel, comprenant plusieurs départements et sous la supervision du Premier ministre, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, a été mis sur pied. La table ronde vise "à mobiliser le concours de la communauté des bailleurs de fonds en faveur du développement de la Mauritanie en vue de maintenir la stabilité politique d'un pays situé dans une zone en proie à toutes sortes de trafics, au terrorisme et au phénomène de la migration clandestine". Le dernier Groupe consultatif (GC) sur la Mauritanie avait tenu ses assises à Paris, France, au mois de décembre 2007. Il avait abouti à d'excellents résultats avec des promesses de financement de 2 milliards de dollars US, grâce à l'engagement de plusieurs partenaires dans le cadre de différents projets dans des secteurs divers. En fait, au cours des prochaines assises de Bruxelles, les nouvelles autorités vont solliciter le décaissement des 2 milliards promis par le Club de Paris pour soutenir à l'époque la démocratie mauritanienne, suite à l'élection du premier président civil, Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi. Pari bien difficile, au vu de la situation politique du pays.*

**Page 3**



# Prochaine réunion du groupe de contact

## Les risques et les enjeux

*Le Gouvernement Laghdaf se prépare activement à une rencontre avec les bailleurs sur le pays prévue dans le courant du premier semestre de cette année à Bruxelles. Dans cette perspective, un Comité interministériel, comprenant plusieurs départements et sous la supervision du Premier ministre, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, a été mis sur pied. La table ronde vise "à mobiliser le concours de la communauté des bailleurs de fonds en faveur du développement de la Mauritanie en vue de maintenir la stabilité politique d'un pays situé dans une zone en proie à toutes sortes de trafics, au terrorisme et au phénomène de la migration clandestine". Le dernier Groupe consultatif (GC) sur la Mauritanie avait tenu ses assises à Paris, France, au mois de décembre 2007. Il avait abouti à d'excellents résultats avec des promesses de financement de 2 milliards de dollars US, grâce à l'engagement de plusieurs partenaires dans le cadre de différents projets dans des secteurs divers.*

En fait, au cours des prochaines assises de Bruxelles, les nouvelles autorités vont solliciter le décaissement des 2 milliards promis par le Club de Paris pour soutenir à l'époque la démocratie mauritanienne, suite à l'élection du premier président civil, Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi. Pari bien difficile, au vu de la situation politique du pays. L'Union européenne a certes abrogé toutes les mesures appropriées concernant la Mauritanie tout en l'invitant à engager un dialogue politique approfondi avec elle afin de renforcer la stabilité du pays, promettant de soutenir les efforts que la Mauritanie

déploie en permanence pour faire face à ses difficultés économiques et politiques, y compris les nouvelles menaces pesant sur sa sécurité ou posées par le terrorisme, tout en encourageant le dialogue national ouvert à toutes les parties qui est prévu par l'accord de Dakar signé entre les différentes forces politiques le 4 juin 2009.

### Danger de l'optimisme

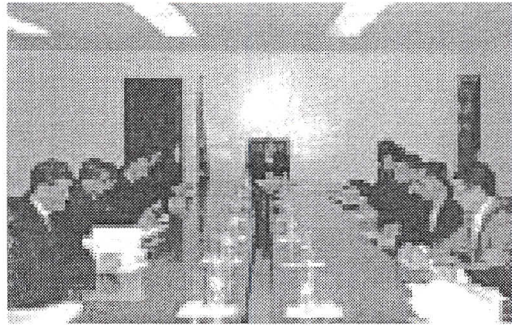
L'on se rappelle que le groupe de contact international sur la Mauritanie (GCIM) avait appelé la communauté internationale à accorder à la Mauritanie "une aide financière et économique conséquente", près de deux mois après l'élection du général Mohamed Ould Abdel Aziz, selon un communiqué. Le groupe, réuni jeudi 17 septembre 2009 à Nouakchott, avait souligné "la nécessité d'une aide financière et économique conséquente pour consolider les progrès accomplis" et lancé "un appel à tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux de la Mauritanie pour qu'ils lui apportent l'assistance requise".

Le groupe de contact a encouragé l'Union Africaine à consulter les partenaires concernés de la Mauritanie pour examiner avec eux la possibilité de la tenue d'une rencontre destinée à mobiliser un appui plus important pour Nouakchott. Cette rencontre pourrait avoir lieu au cours du premier semestre de l'année 2010.

### De belles

#### promesses... sous conditions

Tel est donc le cadre dans lequel s'inscrit la prochaine réunion de Bruxelles. Seulement, à l'époque où le groupe de contact sur la Mauritanie avait lancé cet appel en faveur du pays, le GCIM s'était "félicité des mesures prises en vue de la mise en œuvre des Accords de Dakar" du 4 juin ayant permis une sortie de crise en Mauritanie, notamment le retour à l'ordre constitutionnel et la tenue de l'élection présidentielle du 18 juillet. Suite à la rencontre avec le président Mohamed Ould Abdel Aziz et des délégations des autres signataires de l'accord (Ahmed Ould Daddah et le FNDD), le groupe avait enregistré "avec satisfaction" l'engagement



de toutes les parties pour un "dialogue politique national inclusif". Il est bien clair que le contexte a changé.

### Changement de contexte

Aujourd'hui, pour Mohamed Ould Abdel Aziz, il n'est plus question des Accords de Dakar, pas plus qu'il n'est question de "dialogue politique national inclusif". Le premier ministre, le gouvernement, les élus et cadres de la majorité lui emboîtent le pas. Plus de neuf mois après la signature des accords de Dakar, lesquels, du reste, n'ont jamais vu ne serait-ce qu'un début d'application, Aziz s'affranchit de toute contrainte et entend mener sa politique propre à sa façon. Pour ce faire, il mobilise son camp et durcit le ton à l'encontre du camp adverse.

L'opposition, en revanche, demeure rattachée aux accords de Dakar et continue de réclamer une enquête sur la présidentielle du 18 juillet qui a été, selon elle, entachée de "fraudes massives".

En faisant fi des injonctions du groupe de contact international sur la Mauritanie, Mohamed Ould Abdel Aziz aborde la prochaine rencontre de Bruxelles avec des pronostics défavorables. Les membres du Groupe de Contact International sur la Mauritanie ironisent-ils jusqu'au bout de leurs exigences ? Le pouvoir de Mohamed Ould Abdel Aziz mesure-t-il les risques encourus ? Ne risque-t-il pas de se voir opposer une fin de non-recevoir, qui sonnerait définitivement le glas de l'autisme et du solipsisme d'une majorité qui ne semble guère avoir conscience des enjeux, ni de ses propres handicaps ?

Une alternative hypothétique

Le premier ministre Moulaye Ould Mohamed Laghdaf se doit de prendre la mesure des enjeux et des risques. Il doit oublier les promesses mielleuses de l'Espagne (1.772.970 Dollars au titre du PNDSE), du FMI (118 millions de dollars), de la Chine (100 millions de

Dollars pour la pêche), de l'Union Européenne (86 milliards, accords de pêche sur 3 ans), de la France (1.348.200 Dollars pour le fonds social), du Japon (6.741.000 Dollars d'aide alimentaire), de la BAD (1 million de Dollars d'aide et d'assistance aux populations de Rosso), de l'Inde (21.800.000 Dollars hydraulique, complexe agro-pastoral, abattoir, tannerie moderne, fabrication de grillages et barbelés), de la Libye (7 projets non chiffrés). En plus des promesses de financement de l'Iran, de la Turquie.

Ce serait une erreur monumentale de penser que toutes ces promesses pourraient constituer une alternative au financement du groupe de contact. Le Premier doit s'en tenir à l'essentiel : les exigences du Groupe de Contact International sur la Mauritanie. Or, sur ce plan, Laghdaf a fait preuve d'ambiguïté en se laissant mener au hasard des pérégrinations erratiques de la politique anti-économique et antisociale de Mohamed Ould Abdel Aziz, au lieu de redresser la barre, pendant qu'il est encore temps. Il a jusqu'à la fin du premier semestre de l'année 2010 pour y parvenir. Si tant est qu'il en ait la volonté et le courage ! Le sort de la Mauritanie, et de son gouvernement, en dépend.

*Yahya Ould Hamoud*